

FAQ - Semaine 4 : 21- 25 mars 2011

1	<p>Eligibilité du demandeur : "Être une personne morale enregistrée depuis au moins deux ans. Cette condition peut elle faire l'objet d'une dérogation ?</p> <p>Conformément au § 2.1.1.1. des Lignes directrices, le demandeur doit être une personne morale enregistrée depuis au moins deux ans. Conformément au § 2.1.2. des Lignes directrices, les partenaires doivent satisfaire aux mêmes critères d'éligibilité qui s'appliquent au demandeur.</p>
2	<p>2.1.1 Eligibility criteria: it is stated that this call for proposals is open to ... cultural undertakings... - what exactly do you mean by cultural undertakings? Does this include cultural networks which may not be legally registered?</p> <p>This does not appear to match the additional eligibility conditions laid out above, ie:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Be a registered legal entity for at least two years: <p>Nor those listed in 2.1.1.2 (Lot 2) which specify (bottom p.13):</p> <ul style="list-style-type: none"> • 'Have legal status demonstrating a principal activity in the cultural sphere' <p>According to § 2.1.1. of the Guidelines, the applicant must be a registered legal entity for at least two years. § 2.1.1.2 of the Guidelines states that in addition, in Lot 2, creation / production / distribution / promotion applicants must have legal status demonstrating a principal activity in the cultural sphere. Furthermore, applicants for the training and professional development domain must have legal status demonstrating a principal activity in initial or continuing training or in the cultural sphere.</p>
3	<p>Article 2.1.1 of the Guidelines, and specifically 2.1.1.3 exclude public bodies and companies governed by public law as eligible applicants or partners:</p> <p>In consequence, for instance public film schools or public universities are not eligible as applicants or partners for actions in the field of training.</p> <p>Is this understanding of the guidelines correct?</p> <p>I would have expected that schools and universities would be allowed as applicants in the field of training, in coherence with the fact that public televisions are eligible under lot 1, distribution/promotion, because</p> <p>a) within a program like the EU MEDIA program private/public partnerships are highly recommended and supported, and</p> <p>b) it seems not evident to find adequate consortium partners within the ACP countries, being NOT publicly funded, but acting in the framework of not-for-profit-action and at the same time having serious professional experience in the field of training.</p> <p>Public universities are not eligible, according to provisions of § 2.1.1.3. However, as the same paragraph mentions, involvement of public bodies is encouraged, as Associates (see definition under § 2 and 2.1.2 of the Guidelines) or co-funders.</p>
4	<p>In footnote ' "public body" is defined as any body whose costs are partly financed as of right by public funds [...]. Could you please explain the meaning of "financed as of right by public funds"? Does it mean that the funding is formally stipulated by a law or a legal regulation elaborated by a government or a legal authority? Or does the expression "as of right" also include a provision in a private contract between two public organisations?</p> <p>The legal personality of the organisation is verified through its statutes, articles of association or other official document under national law (§ 2.4 of the Guidelines).</p>

5	<p>Could you please tell me whether or not governmental bodies (in our case - cinema) can participate in the call for applications in the framework of ACP-EU Support Programme to ACP Cultural Sectors (ACPCultures II + ACPFilms II)</p>
	<p>According to § 2.1.1.1 of the Guidelines, applicants must be either NGOs or private sector bodies; according to § 2.1.1.3, public bodies and companies governed by public law are not eligible, with the sole exception of public TVs under Lot1/Distribution domain.</p>
6	<p>"Le consortium de notre projet en cours (contrat financé par le précédent programme ACPfilms) s'est regroupé au sein d'une structure légale basée dans un pays ACP, expressément CREEE pour pérenniser l'Action, de façon transparente, centrée et localisée en Afrique. Cette création de filiale commune (dont les parts sont réparties entre les 3 partenaires : 1 UE + 2 ACP) fait partie intégrante du contrat en cours d'exécution, et elle a été autorisée de façon explicite par vos services. Il serait donc logique que cette structure ad hoc soit porteuse de la prochaine demande destinée à prolonger l'Action en cours, dont elle assure d'ores et déjà la coordination de terrain, et dont elle détiendra, conformément à nos engagements contractuels relatifs à la clôture de l'action en cours, les matériels et les contrats de personnel acquis dans le cadre du contrat. Cependant elle a par nature une existence légale courte (12 mois à la date de dépôt, 18 mois à fin 2011 à la signature d'un éventuel contrat). Considérant que chacun des actionnaires de cette structure est éligible en tous points (notamment durée d'existence), et qu'elle a été créée sous couvert d'un contrat ACP, peut-elle postuler en tant que telle à la prolongation de ce contrat ?</p> <p>Dans la négative, nous serions obligés d'alourdir artificiellement le consortium de projet, en recentrant la direction de projet vers le partenaire européen, le seul - outre la structure ad hoc objet de cette question - ayant les compétences internes pour ce faire. Afin de contrebalancer sa présence (qui ne s'impose pas pour la conduite du projet lui-même), nous devrions passer à 5 partenaires au lieu de 3, ce qui augmenterait la complexité administrative."</p> <p>Nous vous renvoyons au § 2.1.1.1 des Lignes directrices : le demandeur doit être une personne morale enregistrée depuis au moins deux ans.</p>
7	<p>According to paragraph 2.1.3.5 of the Guidelines, actions must be non-profit making. Does this mean that the applicant and its partners must be non-profit making organisations?</p> <p>No. The grant awarded for the implementation of the action must not have the purpose of generating any profit for the beneficiary, during the period covered by the grant contract. If any profit is generated, it has to be declared at the end of implementation and deducted from the amount of the grant.</p>
8	<p>Est il possible d'avoir un partenaire qui soit aussi parallèlement dépositaire d'un autre projet (donc demandeur) sur le même appel à proposition? Si son projet et le nôtre sont sélectionnés, pourra-t-il alors bénéficier de deux subventions, même si elles ne portent pas sur le même projet? Si oui, quelles en sont les modalités? Y a t-il des "précautions" à prendre?</p> <p>Nous vous renvoyons au § 2.1.3.6 des Lignes directrices : un demandeur peut également être partenaire dans une autre proposition. Nous vous rappelons que selon le § 2.1.2, le partenaire doit avoir un rôle actif dans la conception et la mise en œuvre du projet : il doit donc être en mesure de remplir ses obligations au titre des deux actions.</p>
9	<p>J'ai une question concernant les pièces justificatives, en l'occurrence, le point 7 de l'article 2.4 de l'appel à projet (lettres d'intention, lettres d'accords ou autres documents justifiant la contribution des autres partenaires financiers annoncés dans le plan de financement).</p> <p>Le projet commencera en 2012. A l'heure actuelle de la rédaction du dossier, il est très difficile d'avoir des lettres d'engagement de la part des co-financeurs à partir de 2012, ces derniers répondant à leurs propres logiques internes. D'autre part, certain d'entre eux répondent à des logiques annuelles et non pas pluri-annuelles, ce qui rend impossible d'avoir leur engagement sur trois ans.</p>

	<p>Aussi, mes questions sont les suivantes: ces pièces justificatives sont elles impératives? est ce possible, à défaut d'avoir une lettre d'engagement pour 2012 et les autres années, de présenter un bilan des co-financements déjà obtenus pour les années passées? est il possible de présenter l'engagement d'un financeur seulement sur un an et non pas sur l'entière durée du projet? Comment présenter la demande?</p>
	<p>Ces documents devront être envoyés par les porteurs de projets provisoirement sélectionnés au moment de la vérification finale de l'éligibilité, soit, selon le calendrier indicatif du § 2.5.2 des Lignes directrices, à la mi-octobre 2011. Il vous appartiendra alors, si vous êtes provisoirement sélectionnés, de fournir des documents attestant que vous êtes en mesure de produire l'entièreté des cofinancements du projet.</p>
10	<p>Lorsqu'il y a 3 partenaires (dont le demandeur français) il est prévu "au moins 2 Etats ACP différents". Ces deux Etats peuvent ils appartenir à la même zone géographique en l'occurrence le Burkina Faso et le Bénin ou le Mali ?</p>
	<p>Conformément au § 2.1.2. des Lignes directrices : Si tous les partenaires ACP sont situés en Afrique, ceux-ci devront appartenir au moins à deux régions sur les quatre: Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest, Afrique Centrale, Afrique Australe.</p>
11	<p>We are a cultural organization based in West Africa. Are we eligible if our cooperating partners are all based in Africa?.</p>
	<p>According to the § 2.1.2. of the Guidelines, if all the ACP partners are based in Africa, they must be established in at least two of the four regions: East Africa, West Africa, Central Africa, Southern Africa.</p>
12	<p>May International Organization participate in the action as associates?</p>
	<p>Yes. Please see definition of Associates and conditions for participating under § 2 and 2.1.2 of the Guidelines. According to the § 2.1.3. of the Guidelines, international organizations are not eligible as applicant or partner.</p>
13	<p>The partner there is a continuous teaching unit, but my understanding is that as a public body they are not eligible. - Although strengthening training centers/education institutions is?</p>
	<p>According to § 2.1.1.3. of the Guidelines, public bodies or companies governed by public law are not eligible, with the sole exception of public TVs under Lot1/Distribution domain. However the public sector's involvement in project development is encouraged with the aim of facilitating the project's viability. Public bodies, companies governed by public law and regions and municipalities may therefore participate in the action either as associates (see definition under § 2 and 2.1.2 of the Guidelines) or by contributing to co-financing.</p>
14	<p>Nous souhaiterions répondre à l'appel d'offre du projet ACP Culture, Lot 2, mais ne sommes pas sûrs de notre éligibilité, principalement concernant les partenariats. En particulier, il nous semble difficile de répondre au critère suivant : « Si tous les partenaires ACP sont situés en Afrique, ceux-ci devront appartenir au moins à deux régions sur les quatre: Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest, Afrique Centrale, Afrique Australe »</p>
	<p>Conformément au § 2.1.2. des Lignes directrices, lorsque tous les partenaires ACP sont situés en Afrique, ceux-ci devront appartenir au moins à deux régions.</p>
15	<p>Please let me know if an application could be only amongst ACP countries i.e. without a European partner.</p>
	<p>Yes. We refer you to § 2.1.2 of the Guidelines - partnerships must involve organizations coming from at least two different ACP states.</p>
16	<p>Je travaille actuellement sur un projet cinématographique qui sera tourné en Algérie avec un</p>

	<p>partenaire algérien. Je voulais donc savoir si ce pays fait partie de ce programme.</p> <p>Nous vous renvoyons au § 2.1.1 des Lignes directrices : le demandeur et ses partenaires doivent avoir la nationalité d'un des pays éligibles, signataires de l'Accord de Cotonou, listés à l'Annexe 1 des Lignes directrices. En outre, en conformité avec le § 2.1.3.4 des Lignes directrices, l'action doit se dérouler dans un ou plusieurs des pays listés à cette annexe. L'Algérie n'en fait pas partie.</p>
17	<p>I am asking as the main applicant in our case comes from Namibia, but since it needs three partners I need to find out if a South African Institute is a proper partner as South Africa is not an ACP country. If this is the case we would not join forces with them but with another partner from Namibia.</p> <p>South Africa is an ACP country. Organisations from South Africa participate in EDF-funded projects under certain conditions.</p> <p>We refer you to §2.1.1.1 and footnote 9 of Annex 1 of the Guidelines: South African organizations are eligible, provided they match the eligibility categories and fulfill the partnership requirements (§ 2.1.2 of the Guidelines).</p>
18	<p>Quand aura lieu le prochain appel à candidature pour le prochain programme d'appui aux industries culturelles? En effet notre projet commence en 2012 et s'achève en 2013.</p> <p>Le prochain appel à propositions est prévu pour 2012, toutefois la date n'a pas encore été fixée. Il n'y a pas de date précise pour le début des actions, toutefois ce sera obligatoirement après la signature du contrat de subvention; en outre, la durée initiale prévue d'une action ne peut pas être inférieure à 12 mois ni excéder 36 mois, et se terminer au plus tard le 31/12/2016 (§ 2 "Définitions" et 2.1.3.2 des Lignes directrices).</p>
19	<p>Nous sommes en préparation d'un projet en Afrique de l'Ouest mais celui-ci ne sera pas prêt avant la fin 2011. Est-il possible de savoir, dès à présent, les dates des prochains appels à propositions?</p> <p>Le prochain appel à propositions est prévu pour 2012, mais la date n'est pas encore fixée.</p>
20	<p>All in all, we are convinced that there is an audience out there for African films. It is a matter of reaching it through the appropriate channels. In our experience, quality African films can appeal to big audiences if given the opportunity. Africa and film lovers can be specifically targeted. Nonetheless, broadcasters remain pivotal to raise awareness on African films and to reach a wider audience. We think that showing a handful of African film each year in public broadcaster will greatly contribute to open doors for all other distribution channels. We have facilitated that in the past, but broadcasters have now retracted, due to financial problems. Thus, we want to set up a scheme by which broadcasters can have access to some titles. We think it would be important to actually have a dedicated window for African films, in which films can be put into context and directors, producers, actor be interviewed. The format, successfully done for six consecutive seasons now, needs financial support, as the broadcasters alone cannot cope with the costs involved. We think a series of six+six films could make up the first season. Ideally, each program will be made of one feature film (fiction or documentary) and one short film. The idea is also that those films will be offered on and maybe be also edited on DVD, and thus try to explore the synergies between the different distribution channels. In this initiative, ACP countries' partners would be the right holders of the films, while the European partners will be made up of the broadcasters and distributors involved. We would like to know if this would comply with the ACP rules for the current call of projects.</p> <p>Please note that, according to § 2.2.4 of the Guidelines, in order to guarantee fair treatment of applicants, the contracting authority may not give a prior opinion on the eligibility of an applicant, a partner, an action or a specific activity. We invite you therefore to read carefully § 2.1.3.3 of the Guidelines, Lot 1, to determine whether your project fits in the different types of eligible actions.</p>

21	<p>Je souhaite que vous puissiez nous assister dans les programmes de développement de nos projets surtout sur la formation des jeunes au métier du cinéma. les programmes de ACP EU nous échappent parce qu'on ne sait pas en réalité comment programmer un projet pour obtenir le financement pour nos projets qui à l'heure actuel abonde nos tiroirs. Ce souci nous ronge et nous profitons de cette occasion pour vous faire le point sur notre préoccupation. Vous pouvez si cela ne vous dérangerait pas de programmer même une fois à l'occasion de faire un tour d'expertise dans nos murs.</p> <p>Conformément au paragraphe 2.2.4 des Lignes directrices, dans un souci de traitement équitable des demandeurs, l'administration contractante n'est pas en mesure de donner d'avis préalable sur l'éligibilité d'un demandeur, d'un partenaire, d'une action ou d'une activité spécifique ; elle ne peut donc pas aider les demandeurs à monter leur action. Nous vous invitons dès lors à trouver un partenaire expérimenté qui puisse vous aider à mettre en forme votre projet et à le mettre en œuvre.</p>
22	<p>I am currently going through your latest Call for Proposals guidelines - specifically the cinema and audiovisual sector. Am I correct in understanding that if a film is being produced by a South African production company, but primarily filmed in Egypt (from what I can work out Egypt is not an ACP country?) and Turkey - then it is NOT eligible for funding?</p> <p>According to § 2.1.3.4 of the Guidelines the action must be implemented in one or more of the eligible countries listed in Annex 1; neither Egypt nor Turkey are listed in this Annex.</p>
23	<p>Est-ce qu'un projet de distribution de films ACP en dehors de la zone ACP pourrait être éligible?</p> <p>Veillez consulter le § 2.1.3.3. des Lignes directrices concernant les types d'actions éligibles. Dans tous les cas, les bénéficiaires finaux doivent être les ressortissants des États ACP qui bénéficient, sur le long terme, de l'Action subventionnée (§ 2 "Définitions").</p>
24	<p>J'ai fait la musique l'école secondaire et je voudrais poursuivre mes études à l'école supérieure. Je voudrais vous demander si vous pouvez financer un artiste qui veut continuer ses études de la musique ?</p> <p>Conformément au § 2.1.3.5. des Lignes directrices, les actions portant uniquement ou à titre principal sur des bourses individuelles d'études ou de formation ne sont pas éligibles.</p>
25	<p>Areas – there is a list of areas:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Creation/production • Distribution/promotion • Training/professional development <p>I am assuming that the applicant can apply for an Action which covers each of these areas under one single application.</p> <p>According to § 1.3.1. of the Guidelines, an applicant should apply for only one of the two lots (Lot 1 ACPFilms II or Lot 2 ACPCultures II). This choice is mandatory in the application form. Projects covering more than one area within the relevant Lot should mention the main area of the project in the appropriate frame of the application form.</p>
26	<p>I am writing to ask if within the ACP Films II Lot, the applicant can apply for the three sectors together in one proposal; ie production+ distribution/promotion + training and professional development?</p> <p>I have gone through the guidelines but could not see this clearly articulated. I am assuming that this is possible but in going through the application, it seems to suggest that the application is for one of the sectors e.g. the Summary of the Action row 3 says 'Specify the Sector in the relevant Lot' not the sector (s).</p> <p>You may submit a project combining the different areas within the relevant Lot, and indicate the</p>

	main area in the appropriate frame of the application form. In any case, be sure to clearly indicate which Lot you are applying for.
27	Les <u>investissements immobiliers</u> pour la création d'une Résidence d'Artistes sont ils éligibles ? Il ne s'agit pas d'achat d'immeuble mais de construction. Merci de consulter le § 2.1.3.3. des Lignes directrices concernant les types d'actions éligibles. En conformité avec le § 2.1.4.1 des Lignes directrices, l'acquisition d'équipement et matériel est limitée à un maximum de 15% des coûts totaux éligibles du projet.
28	The film will start the shooting on Summer due to meteorological reasons, so we believe that in December we will be starting the edition of the film and all other post-production works. The work of edition and post-production is integrated in the process of a film's production, in this case, for a full length film (fiction), so why cannot be considered? According to the indicative calendar (see § 2.5.2 of the Guidelines), the contracts with selected beneficiaries should be signed in December 2011. We refer you to § 2.1.3.2 of the Guidelines: eligible costs can be incurred only after signature of the contract, hence project activities can start only after the signature of the contract. Post-production as a stand-alone action is not included in the type of activities that can be financed (§ 2.1.3.3 of the Guidelines).
29	We are three partners who are working on producing a series of short films (each less than 30 mins) - 3 per partner per year. What is our grant limit? Short films were not listed under the eligible actions. Please refer to § 2.1.3.3 of the Guidelines - Lot 1 "Production" for a list of eligible actions: short films are not included.
30	Est-ce que les contributions en nature (valorisations) sont prises en compte? Non, en conformité avec le § 2.1.4.3 des Lignes directrices.
31	Est-ce que les demandes sont présentées en deux phases? Non. Il s'agit d'un appel à propositions ouvert, la note succincte et la proposition complète sont donc présentées en même temps à la date limite du 30 juin 2011.
32	Must we register in PADOR? No. The provisionally selected applicants will have to provide a copy of the relevant documents upon request by the Contracting Authority.
33	Que se passe-t-il si la subvention génère du profit? Si le profit est généré pendant la période où le contrat de subvention est en vigueur, la somme y relative doit être déclarée à la fin de mise en œuvre et déduite du montant de la subvention (article 17.3 des conditions générales, annexe II aux Lignes directrices).
34	Quelles sont les règles d'origine applicables à l'achat de matériel? Les biens doivent provenir soit de l'UE soit des pays ACP (titre 2.3.1 du Guide pratique des procédures contractuelles). La règle d'origine s'applique à tout achat d'équipement supérieur à 5000 euros (voir les procédures de passation des marchés, annexe IV aux Lignes directrices).
35	Est-ce qu'une garantie financière est exigée? Oui, pour toute tranche de paiement (préfinancement) supérieure à 150.000 euros.
36	Contingencies: how does it work? In the proposed budget you may include a contingency reserve representing maximum 5% of the direct eligible costs. During project implementation, if justified and with prior written

	authorisation of the Contracting Authority, this amount may be reallocated to another budget item (article 9 of the general conditions, annex II to the Guidelines).
37	Please kindly send the proposal documents to us by email if we are eligible.
	The application form, Guidelines for applicants and other documents are at your disposal in the following address : https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome&nbPubliList=15&orderby=upd&orderbyad=Desc&searchtype=RS&aofr=130966
38	Can you please let me when the next call for proposals is expected after the current call closes on 30 June? Is this funding available every year or every three years?
	Another Call for proposals is expected to be launched in 2012, but the date is not yet fixed.